
La situation économique et financière de la Roumanie en 2017

La Roumanie affiche la plus forte croissance du PIB de l'UE en 2017, à 7,0%, contre 4,8% en 2016. Celle-ci s'explique par la politique pro-cyclique menée par le gouvernement, visant à accélérer la convergence des revenus de la population vers la moyenne de l'UE. L'industrie et le commerce de gros et de détail sont les secteurs les plus dynamiques, profitant pleinement de la dynamique de la consommation des ménages, principal moteur de l'activité. Néanmoins, cette croissance se fait au détriment de l'investissement public, crée des tensions inflationnistes et accroît les déséquilibres macroéconomiques (déficits public et courant). Le Conseil de l'UE a adopté une recommandation révisée invitant la Roumanie à opérer un ajustement structurel de 0,8% du PIB en 2018, dans le cadre de la procédure pour déviation significative du Semestre européen.

1. La politique pro-cyclique du gouvernement continue de soutenir fortement la consommation des ménages, principal moteur de l'activité, l'industrie et le commerce de gros et de détail

En 2017, la croissance du PIB s'est établie à 7,0%, contre 4,8% en 2016, soit la plus forte croissance de l'UE. La consommation des ménages est le principal moteur de la croissance du PIB (contribution de 6,4 points de pourcentage, pp) grâce à la politique pro-cyclique du gouvernement¹ visant à accélérer la convergence des revenus avec la moyenne de l'UE. Le salaire mensuel net moyen progresse de 12% sur l'année, à 560 EUR, en raison des hausses des salaires dans le public² et le privé et de la réévaluation du salaire minimum (+16%). La faiblesse du taux de chômage (4,6% de la population active à fin décembre) et la croissance du crédit (+5,1% sur un an en décembre 2017) sont également des facteurs supplémentaires de soutien de la demande domestique. Cette dernière continue en revanche de peser sur le commerce extérieur (contribution de -0,8 pp à la croissance) compte-tenu de la dynamique des importations des biens et services (+14%). Le surplus de demande a entraîné un redressement de l'investissement³ (contribution de 1,2 pp à la croissance) et un déstockage des entreprises (contribution nulle sur l'année mais négative au second semestre).

S'agissant de l'offre, l'accélération de la demande domestique et extérieure soutient fortement l'industrie (ce secteur représente 24% du PIB), avec une contribution de 1,9 pp à la croissance du PIB. Le commerce de gros et de détail (19% du PIB) contribue à 1,6 pp à la croissance grâce à la consommation des ménages, le secteur de l'IT contribuant quant à lui à 0,6 pp (5% du PIB). Au total, le secteur des services progresse de 13%, avec une contribution de 3,7 pp à la croissance et un poids dans le PIB de 56%. Le secteur agricole (contribution de 0,7 pp, 4% du PIB) profite des récoltes record de céréales pour sept variétés (blé (+20%), maïs, colza, pois, orge, tournesol, soja) à 27 M de tonnes.

Pour 2018, le gouvernement prévoit une croissance du PIB de 6,1%, un niveau nettement supérieur à la prévision de la Commission (4,4%). La consommation des ménages resterait le principal moteur de

¹ Parmi les principales mesures mises en œuvre : baisse de 1 pp de la TVA à 19%, hausse de 5% du point retraite, suppression de la cotisation d'assurance maladie pour tous les retraités.

² Les salaires ont augmenté de 15% dans l'éducation et dans la santé, et de 20% dans l'administration publique locale.

³ Le redressement de l'investissement s'explique par le secteur privé.

l'activité, malgré un ralentissement prévu. L'ampleur de ce ralentissement et l'évolution anticipée de l'investissement public expliquent la différence de prévisions.

2. L'accélération rapide de l'inflation en fin d'année reflète la dynamique de la consommation des ménages

Conséquence de la forte croissance économique, l'indice des prix à la consommation (IPC) s'est établi à 1,3% en moyenne annuelle (-1,5% en 2016) et 3,3% en glissement annuel en décembre 2017. Cette évolution s'explique principalement par un effet de base (baisse de 4 pp de la TVA au 1er janvier 2016) et par l'augmentation des prix des biens alimentaires (+4%) et des prix administrés (+6%).

Selon les prévisions de la Banque centrale de Roumanie (BNR), l'inflation devrait atteindre un point haut au deuxième trimestre 2018 à 5,1%, avant de refluer progressivement à 3,5% au quatrième trimestre 2018. Pour mémoire, la cible d'inflation de la BNR s'établit à 2,5% avec une marge de fluctuation de +/-1 pp. **Les tensions inflationnistes ont conduit la BNR à augmenter ses taux de 50 points de base sur les deux premiers mois de l'année 2018, une première depuis août 2008. Le taux directeur s'établit désormais à 2,25%**, tandis que le corridor de taux est maintenu à +/-1 pp autour du taux directeur. Les analystes de la place s'attendent à encore au moins deux hausses de taux en 2018.

3. Le dynamisme de la demande domestique engendre une forte dégradation du déficit courant

Le déficit courant de la Roumanie se dégrade fortement en 2017 en raison du dynamisme de la consommation des ménages, passant de 3,5 Mds EUR en 2016 à 6,5 Mds EUR en 2017, soit 3,4% du PIB. Cette évolution s'explique principalement par le creusement du déficit de la balance commerciale (-30% en 2017 à -12 Mds EUR) compte-tenu du dynamisme des importations de biens (+12%). Les exportations de biens (+9%) ont bénéficié de l'accélération de la croissance du PIB dans l'UE (2,4%), premier partenaire commercial de la Roumanie (75% des échanges). La faible progression de l'excédent de la balance des services (+3% à 7,9 Mds EUR) ne suffit pas à compenser l'aggravation du déficit de la balance commerciale. Par ailleurs, les flux entrants d'IDE augmentent légèrement (+1,5%), ne couvrant plus que 70% du déficit de la balance courante, contre 130% en 2016.

En 2018, le dynamisme de la demande interne devrait continuer à peser sur le déficit de la balance commerciale. **Le déficit du compte courant devrait s'établir à 2,8% selon le gouvernement, contre 3,2% selon la Commission, soit le plus élevé de l'UE hors Royaume-Uni.** La détérioration du déficit courant pourrait à terme peser sur la confiance des investisseurs et sur la monnaie roumaine. Cette dernière s'est dépréciée de 1,7% en 2017 face à l'euro en raison du creusement du déficit commercial, mais aussi de l'instabilité politique et fiscale. En 2018, la monnaie devrait osciller entre 4,6-4,7 RON pour 1 EUR.

4. La politique pro-cyclique du gouvernement entraîne un déficit public élevé et a conduit le Conseil de l'UE à adopter une recommandation révisée dans le cadre de la procédure pour déviation significative du Semestre européen

La Roumanie enregistre un déficit public de 2,9% du PIB (5,3 Mds EUR) en 2017, contre 3,0% en 2016. L'augmentation des recettes publiques (+12,5%) est inférieure à la prévision du gouvernement (+14% sur

l'année). A noter, les recettes de TVA augmentent légèrement, de 3,6%, malgré la forte consommation des ménages. L'accélération des dépenses publiques (+14%) s'explique notamment par la hausse de 22% des dépenses de personnel, conséquence des augmentations successives de salaire. Les dépenses sociales augmentent de 13,1% (hausse du point retraite de 5,25% en janvier puis de 9% en juillet). Pour financer ces dépenses et maintenir le déficit sous les 3% du PIB, les dépenses d'investissement baissent de 10% à 26,7 Mds RON, soit 3,2% du PIB, le plus faible montant depuis plus d'une décennie.

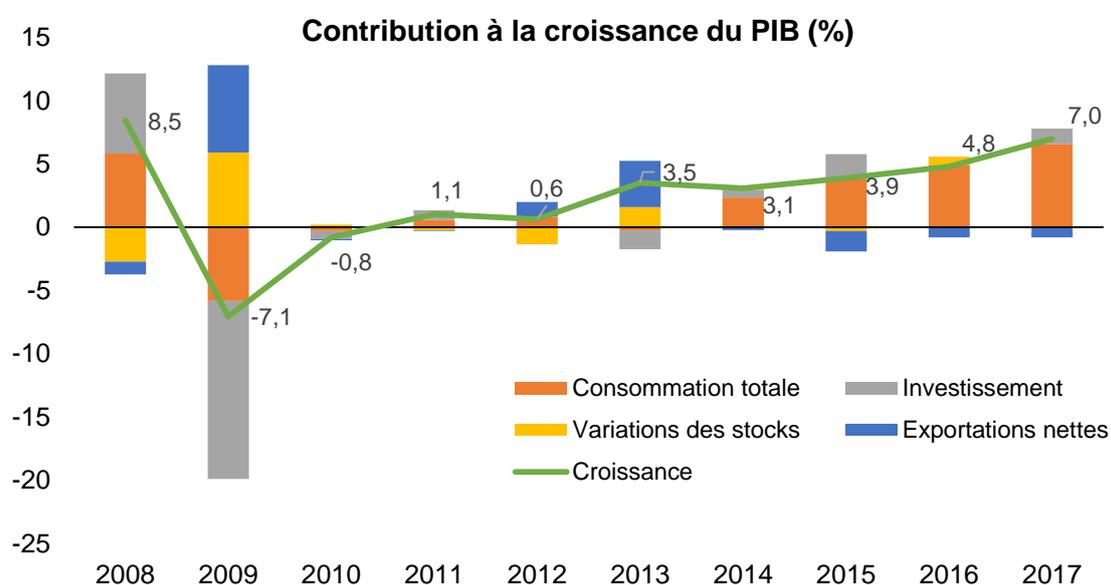
Le déficit structurel atteindrait 3,3% du PIB en 2017 et ne convergerait ainsi pas vers l'objectif de moyen terme (OMT) de 1% fixé dans les recommandations pays adressées à la Roumanie par la Commission en mai 2017. Cette évolution a conduit le Conseil de l'UE à adopter une recommandation révisée invitant la Roumanie à opérer un ajustement structurel de 0,8% du PIB en 2018 (contre 0,5% initialement), dans le cadre de la procédure pour déviation significative⁴. La Commission a conclu, fin octobre 2017, que les autorités roumaines n'ont pas pris de mesures efficaces pour corriger la déviation significative par rapport aux objectifs budgétaires fixés. Elle estime que le déficit public atteindrait 3,9% du PIB en 2018 et 4,1% en 2019. La loi de finances 2018, adoptée fin décembre par les autorités roumaines, indique que l'ajustement significatif du déficit public commencera en 2019, à 2,4% du PIB, puis atteindrait 1,8% en 2020 et 1,45% en 2021.

⁴ Il s'agit de la première utilisation de cette procédure dans le cadre du volet préventif.

Annexes

Indicateurs macroéconomiques 2017			
PIB (Mds EUR)	187	Population (M d'habitants)	19,6
Taux de croissance (%)	7,0	PIB par tête (EUR)	9 540
Taux d'inflation annuel (%)	1,3	Taux de change	1 € = 4,5681 RON
Importations (Mds EUR)	81,7	Exportations (Mds EUR)	77,7
Solde courant (% du PIB)	-3,4	Flux entrants d'IDE (Mds EUR)	4,6
Solde public (% du PIB)	-2,9	Dette publique (% du PIB)	37,9
Taux de chômage (%)	4,6	Taux de prêts non performants (%)	6,4

Sources : INS, BNR, Ministère des Finances Publiques, Commission européenne



Sources : INS, Eurostat

Tous droits de reproduction et de diffusion réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique. Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.